

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, CFDT, SUD, CGT-FO

Paris, le 23 janvier 2004

NOTRE TRAVAIL VAUT MIEUX QUE 0 % (OU PRESQUE) !

Les organisations syndicales constatent que le contentieux salarial reste entier. Il n'est pas acceptable que l'année 2003 soit une année blanche. Avec 0,5% pour l'année 2004 le compte n'y est pas du tout. Et le ministre de la fonction publique ose présenter cela comme un « *effort financier* » pour « *redonner confiance* » !!!

Cela s'inscrit dans une logique globale à laquelle nous nous heurtons et qui touche tout à la fois aux questions des salaires, des missions de service public, de l'emploi, de la protection sociale et des retraites...

POUR LE PERSONNEL DE L'INSEE, cette politique a de lourdes conséquences : carrières bloquées et salaires réels en baisse. L'INSEE continue de n'offrir qu'un statut précaire à ses enquêteurs.

D'un côté le projet Insee 2004 atterrit mal : surcharge de travail à Sirene (première mobilisation à Orléans cette semaine), mise en route cahotique d'IPCR (problèmes de collecte, sur les postes de gestionnaires), insuffisance de moyens entraînant des retards très importants sur CLAP-OLEE, RAMSES toujours en difficulté, etc. Pourtant, ces difficultés ne doivent rien au personnel, qui s'investit toujours intensément dans son travail.

Parallèlement, d'autres collègues se démènent à tous niveaux pour que le recensement de la population se passe au mieux, et ils déploient des trésors d'imagination, d'innovations et d'adaptations aux difficultés concrètes pour effectuer correctement cette mission de l'INSEE. Ils font ainsi la démonstration des grandes capacités collectives des personnels de l'institut, ignorées par une politique salariale nulle (au sens littéral du mot).

Ce n'est pas parce que la direction gère mal la boutique que le personnel doit être oublié. Les investissements du personnel méritent une reconnaissance.

Nous demandons :

- L'amélioration de nos rémunérations (augmentation du point d'indice et prime de 300 euros)
- Le déblocage des carrières

Réduction du temps de travail

Si la RTT a permis de réduire notre temps de travail, les blocage au niveau de l'emploi accroissent les tensions au travail.

Nous dénonçons la suppression d'un jour férié : c'est une manière graduelle de remettre en cause cette RTT en manipulant les sentiments de solidarité de la population vis à vis des populations âgées.

Carrières bloquées :

En AAP 1ère classe, il y a plus de 1000 promouvables et après 193 nommés en 2003 ce sera 178 en 2004 puis 155 en 2005.

En contrôleur de 1ère classe : après 101 nommés en 2002, le ministère propose 86 postes pour 2004. Le taux de promotion est le plus bas du MINEFI.

Pour le passage en attaché principal de 1ère classe le nombre de promotions diminue d'années en années (32% en 2000 15% en 2003)

Le mois de janvier est riche en actions revendicatives à l'EDF, à la Poste, à France Télécom, à la SNCF, à la Santé. Ceci traduit une détermination des salariés du secteur public à hausser le ton et à s'opposer à une spirale de reculs sociaux.

A l'INSEE, soyons aussi dans l'action !

Faisons du 27 janvier une journée de mobilisation